



Conférence internationale

22 et 23 septembre 2010

Quel projet de société pour demain?

Coopératives, mutuelles et territoires:
Enjeux, défis et alternatives

Centre des congrès de Lévis



Coopératives et solidarité internationale. Coopération Nord-Sud : le défi de la réciprocité

Économie solidaire : l'expérience internationale des mouvements sociaux québécois

Par René Lachapelle, président du Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ)

La présence du Québec sur la scène de l'économie sociale et solidaire est une réalité bien établie. Le mouvement coopératif est déjà actif sur ce terrain et, comme les autres mouvements sociaux québécois, il est confronté aux défis du renouvellement dans un contexte où un nouveau paradigme de la coopération au développement s'est établi au cours des dernières décennies et où se confirme l'épuisement du modèle néolibéral de développement basé sur la croissance.

1. La présence internationale : les réalisations méconnues de l'économie sociale québécoise

L'économie sociale au Québec a une longue histoire de prise en charge par les populations locales. Coopératives et mutuelles sont nées des besoins des classes populaires : accès aux intrants pour les agriculteurs, accès au crédit pour les familles des quartiers ouvriers, protection au moment des coups durs, maladies ou décès.



Groupe d'Économie
Solidaire du Québec

Rapidement ces initiatives se sont donné les moyens de traiter avec l'État via le Conseil de la coopération et ont obtenu un régime législatif favorable à leur développement. Au terme des années de croissance de l'après-guerre, le mouvement coopératif s'est rajeuni et les groupes communautaires se sont inspirés des principes de l'économie sociale pour accéder à des activités économiques. Le secteur coopératif, l'économie sociale de type associatif et les organismes communautaires ont avec l'État québécois des relations encadrées par autant de politiques reconnaissant leur apport respectif et leurs modes de fonctionnement particuliers. Ces organismes ont en commun de reposer sur la démocratie économique – une personne, un vote – et sur la prise en charge par les gens de la réponse à leurs propres besoins.

Les mouvements sociaux québécois dont fait partie le mouvement coopératif, participent déjà à une mondialisation solidaire non seulement par leur affiliation à des fédérations internationales comme l'Alliance coopérative internationale (ACI), la Confédération syndicale internationale (CSI) ou la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), mais aussi par des actions qui, chacune dans leur domaine, prolongent à l'échelle internationale les rapports qu'ils entretiennent au Québec avec l'économie sociale. Signalons, à titre d'exemples, que :

- La CSN a développé des outils collectifs comme la Caisse d'économie solidaire, FondAction et MCE Conseils et elle est engagée dans des partenariats avec des organisations syndicales du Sud pour développer des ressources du même type. C'est le cas notamment avec la CUT du Brésil;
- L'UPA est engagée, via l'UPA-Développement international, avec des organisations paysannes dans divers pays pour promouvoir le modèle de gestion de l'offre et le Mouvement pour une agriculture équitable MAÉ-MAÉ;
- Desjardins via Développement international Desjardins (DID) jouit d'une réputation enviable dans plusieurs pays du Sud et SOCODEVI permet aux coopérateurs et coopératrices de partager sur le terrain leur expertise avec des organisations apparentées du Sud.

Sur le terrain de la coopération internationale, le Québec contribue à l'émergence de réseaux internationaux qui prolongent l'action des mouvements sociaux québécois, réseaux qui sont surtout des espaces de solidarité :

- La Marche mondiale des femmes en 2001 a porté à l'échelle de la planète le mouvement initié par la marche *Du pain et des roses* en 1995;

- En 1988 puis en 1998, le Carrefour québécois de développement local a réuni ici des organismes promoteurs de développement local;
- Depuis 1997, le Québec est associé à la formation et à la croissance du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) qui a déjà organisé quatre rencontres internationales autour de l'enjeu d'une économie qui place les personnes et les collectivités avant le profit;
- Le Forum social mondial est, depuis 2001, un espace international de délibération des organisations qui souhaitent une autre mondialisation. Depuis 2002, il y a au FSM un espace spécifique pour la promotion d'une économie de la solidarité et le Québec y assume, avec les réseaux continentaux du RIPESS, une présence significative.

Le RIPESS est organisé sur une base continentale. Il a été créé en décembre 2002, suite à la Rencontre de Québec pour assurer la poursuite de la démarche amorcée à Lima en 1997. La Première rencontre sur la globalisation de la solidarité est en effet le fruit d'une initiative du *Groupe réseau d'économie solidaire du Pérou* (GRESPE). Cette rencontre a produit une déclaration affirmant que

L'économie solidaire s'appuie sur la coopération, le partage et l'action collective. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen.

La délégation québécoise à Lima s'étant engagée à donner suite à l'événement, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) a été créé pour préparer et convoquer la seconde Rencontre à l'automne 2001. Après les émeutes de Seattle et dans un contexte où le discours était axé sur l'antimondialisation, le GESQ a proposé une altermondialisation. Le texte programme de la Rencontre de Québec associait *Résister et construire* en soutenant qu'il faut protester, mais que cela ne suffit pas. Il faut aussi mettre de l'avant des alternatives concrètes qui existent déjà, qui sont méconnues et qui ont besoin que les politiques publiques leur accordent le soutien qu'elles méritent.

La création du RIPESS en préparation de la Rencontre de Dakar a favorisé que la dynamique Lima-Québec se pérennise autour des principes de création de réseaux à l'échelle des pays et des continents de façon à favoriser le respect des différences, l'alternance Nord-Sud et des rapports de réciprocité entre les organisations.

Le RIPESS-Amérique latine et Caraïbes compte déjà une dizaine de réseaux nationaux très actifs. Quatre rencontres continentales leur ont permis de développer un leadership politique nettement plus important que celui des autres réseaux continentaux. L'Afrique depuis la Rencontre de Dakar en 2005 compte plusieurs réseaux nationaux mais la dynamique continentale se bute à la faiblesse des ressources disponibles. En Europe, suite à la Rencontre du Luxembourg en 2009, les divers réseaux jusqu'ici campés sur leurs différences semblent plus ouverts à des solidarités continentales. L'Asie se prépare à accueillir la 5^e Rencontre internationale aux Philippines en 2013, une occasion de fédérer diverses initiatives autour du concept d'économie sociale et solidaire.

2. La coopération de proximité : un défi à relever pour les coopératives

La grande difficulté des projets de coopération tient à ce que les ressources sont au Nord alors que le Sud a besoin autant que le Nord de soutenir le développement de projets d'économie solidaire. Aussi bien au Sud qu'au Nord, les initiatives locales d'économie sociale ont besoin de soutien, de réseaux qui leur permettent de partager leurs expériences et de développer des stratégies communes de promotion. Permettre aux réseaux du Sud d'avoir une présence aussi active et significative que les réseaux du Nord dans une organisation comme le RIPESS demande beaucoup solidarité en termes financiers mais aussi de respect mutuel. Nous avons vécu des expériences où il n'était pas évident de reconnaître des conceptions différentes de l'efficacité organisationnelle entre Nord-Américains et Africains, des lectures différentes des enjeux politiques entre le Nord et l'Amérique latine, des approches différentes de l'économie entre l'Asie et l'Europe. C'est pourtant le défi d'une telle solidarité Nord-Sud que le RIPESS s'est donné en assoyant ses structures sur des réseaux continentaux.

Une autre difficulté c'est, avec l'échec du socialisme réel et les impasses du capitalisme, l'absence de grand projet rassembleur. L'idéologie moderne du progrès a éclaté avec la prise de conscience des limites des ressources planétaires. Le Nord installé dans le confort et la consommation ne peut pas nier au Sud l'accès au bien vivre sans renoncer à son modèle de développement. Nous sommes confrontés à l'urgence d'un changement de paradigme.

Sur ce terrain, le mouvement coopératif est capable de contribuer dans la mesure où il met en œuvre ses principes d'origine :

- Appuyer son action sur la mobilisation des populations dans le besoin;
- Assurer des démarches démocratiques pour définir les projets collectifs;
- Revendiquer des politiques de nature à favoriser la prise en charge des gens par eux-mêmes;
- Fournir aux organismes les moyens de partager leurs expériences et leurs expertises.

Le GESQ souhaite que le mouvement coopératif québécois prenne davantage de place dans la dynamique du RIPESS. Le CQCM a joué un rôle important pour la survie du GESQ au moment où, l'an dernier, le Chantier de l'économie sociale a tenté de le faire disparaître considérant qu'il était la seule organisation québécoise regroupant l'ensemble des acteurs de l'économie sociale. Le maintien du GESQ est une affirmation que l'économie sociale québécoise est plurielle non seulement dans ses formes coopérative, mutualiste et associative, mais aussi dans les courants sociaux qui la portent et les organisations qui en font la promotion.

Pour le GESQ, la dynamique du RIPESS-Amérique du Nord, majoritairement anglophone, pose de nouveaux défis. S'il y a là un passage obligé, celui d'inscrire notre action dans une dynamique continentale fortement marquée par le néolibéralisme et de développer des solidarités avec les initiatives progressistes qui se déploient en Amérique du Nord, il y a aussi une difficulté à faire reconnaître les caractéristiques distinctives de la réalité québécoise. Il y a beaucoup à faire pour que le RIPESS-NA soit vraiment un espace de dialogue interculturel respectueux du Québec et puisse, de ce fait, apporter une contribution originale au RIPESS, notamment dans sa capacité à reconnaître et préserver les différences.

Le CQCM et le mouvement coopératif québécois forts de l'expérience des dynamiques continentales et intercontinentales dans le cadre de l'Alliance coopérative internationale (ACI) peuvent apporter une contribution originale pour faire progresser ces enjeux et donner au GESQ et au RIPESS une impulsion qui leur fait actuellement défaut pour contribuer à faire passer l'économie mondiale en mode solidarité.